

Compte Rendu du CHSCT du 26 septembre 2017

Ordre du jour :

1. Approbation du Procès Verbal du CHSCT du 4 avril 2017
2. Point budgétaire Formation CHSCT, propositions d'actions nouvelles
3. Restructurations, réorganisations et déménagements de services : fermeture des postes d'Allaire, Guer, Guémené et La Gacilly
4. Travaux et visite du CHSCT de la rue Jérôme d'Arradon
5. Remplacement du médecin de prévention et de la secrétaire animatrice
6. Etude du registre hygiène et sécurité
7. Compte rendu des visites du CHSCT
8. Questions diverses

1. Approbation du Procès Verbal du CHSCT précédent

L'approbation n'a pas donné lieu à aucune observation. Solidaires Finances a lu la déclaration liminaire ci-annexée.

2. Point budgétaire

Concernant l'absence de budget consacré aux formations CHSCT, l'explication de la direction est l'absence de la secrétaire animatrice, non remplacée, chargée traditionnellement de ce travail. Cette explication ne nous satisfait pas. Ces formations sont essentielles pour nos conditions de travail. Solidaires Finances a une nouvelle fois dénoncé l'organisation du calendrier de propositions de stage. Pour nous, il devrait être calé sur l'année scolaire correspondant à l'arrivée des nouveaux agents dans le département. Des propositions de date ainsi que le contenu précis des stages devraient être indiqués dans le catalogue afin que chacun puisse s'organiser au mieux. Cette année, seuls 2 types de formations ont été réalisés : premier secours et travail sur écran soit seulement une trentaine d'agents concernés sur le département.

Pour Solidaires Finances, le compte n'y est pas au regard des risques recensés dans le DUERP et notamment les Risques Psycho-Sociaux (Risque N°1 dans le département).

Cette année, les propositions de l'administration n'ont été consacrées qu'à l'aspect matériel des conditions de travail.

Or, le budget CHSCT n'est pas une variable d'ajustement du budget de fonctionnement de la direction.

Ainsi, nous nous sommes vus dans l'obligation de refuser 4 de leurs propositions qui concernaient l'aménagement d'un parking (nettoyage, enrobé et marquages au sol !!!).

Solidaires Finances , CGT, FO ont été unanimes à rejeter ces propositions.
En toute mauvaise foi, la direction nous indique ne pas savoir comment utiliser l'argent.
Or chaque année, Solidaires Finances envoie par mail un certain nombre de propositions après consultation des agents , propositions qui ne sont jamais retenues par la direction.
A cette réunion, Solidaires Finances a proposé : revoir l'accessibilité des agents PMR (Personnes à Mobilité Réduite) dans tous les sites, aménagement d'un espace fumeur à Lorient afin ne pas gêner les non-fumeurs , aménagement de salles de convivialité et réhabilitation des salles existantes (propositions acceptées par la direction), aménagement d'un accès PMR plus adapté pour les agents à la cité administrative.
N'hésite pas à nous faire parvenir tes propositions dans ce domaine.
solidairesfinancespubliques.ddfip56@dgfip.finances.gouv.fr

3.4 Restructurations-Réorganisations

Suite à la demande des organisations syndicales, la direction nous a fourni les fiches d'impact concernant la fermeture programmée des 4 Trésoreries au le 1er janvier 2018 (Allaire, Guer, La Gacilly et Guémené-sur-Scorff). La discussion a porté essentiellement sur la situation des agents concernés.

Les réponses de la direction sont très "floues" quant au devenir des agents transférés. Certains situations semblent difficiles à gérer sur le plan des règles de gestion. Solidaires est mobilisé et toujours à la disposition de ces agents pour les informer sur leurs droits. Pour Malestroit, une des Trésoreries qui accueille des nouveaux agents: les locaux sont exigus et nécessitent un agrandissement. La négociation est en cours avec la Mairie. Pour Guémené-sur-Scorff, comme vous le savez, notre organisation syndicale a participé à la manifestation organisée par les élu-e-s afin de conserver ce poste comptable. Cette manifestation faisait suite à l'envoi d'un courrier par l'Intersyndicale Solidaires-CGT-FO annonçant aux élu-e-s la "mort" programmée de leur Trésorerie.

■ La touche de Fañch...

La Trésorerie de Guémené fermée : bienvenue en Centre-Bretagne !

Encore un service public qui va disparaître. Jusque-là épargnée, la ville de Guémené-sur-Scorff risque de voir sa Trésorerie fermer définitivement à la fin de l'année. La raison ? Sûrement pas une baisse d'activité ; les deux agents croulent sous le travail. Mais, le manque d'effectif. L'administration fiscale préfère fermer un guichet plutôt que nommer un agent supplémentaire. Mais heureusement qu'internet est là... N'est-ce pas Fañch Ar Ruz...



Solidaires participera à toutes actions de sauvegarde des services publics en Centre Bretagne, en association avec les élu-e-s et la population locale.

La direction a fait un bilan de l'installation du SPFE : elle reconnaît qu'il y a eu des problèmes informatiques.

Le directeur reconnaît : "ça s'est pas bien passé , il faut tirer les leçons pour que cela ne se reproduise pas ".

Pour Solidaires Finances, la solution passe par le renforcement en personnel de la cellule informatique du département qui au mois de septembre a du être sur tous les fronts: nouvelles arrivées , restructurations et déménagements incessants.

Concernant le déménagement des services sur Jérôme d'Arradon le calendrier est le suivant :

- 25 et 26 septembre la BCR a regagné ses locaux rénovés
 - 5 et 6 octobre déménagement de la BDV de la cité à ses nouveaux locaux
 - 9 et 10 octobre France Domaine quitte la rue Pot d'Etain pour la cité
 - 12 au 17 octobre déménagement du PCE de la cité à Jérôme d' Arradon.
- Solidaires Finances reste mobilisé et vigilant sur toutes ces réinstallations.

5 Remplacement du Médecin de Prévention et de la Secrétaire Animatrice du CHSCT

Depuis le 1er septembre un nouveau médecin de prévention, M. Gallet, basé à Nantes a été affecté sur le département pour 30% soit 1,5 jour par semaine avec pour mission prioritaire le suivi des collègues des Douanes et du personnel itinérant de la DDFIP (géomètres, huissiers, gardiens...).

Le directeur reconnaît que ce temps de présence n'est pas suffisant.

Les organisations syndicales ont fait le voeu suivant :

Les membres du CHS CT prennent acte de l'arrivée de M. Gallet médecin de prévention dans le département du Morbihan, mais sa quotité de présence à 30 % prioritairement affecté au service des Douanes n'est pas suffisante pour répondre à la prévention et à la santé au travail des agents de la DDFIP du Morbihan. De plus, le non remplacement de la secrétaire animatrice du CHS CT depuis de nombreux mois et ainsi que l'affectation à 50 % de l'assistant de prévention altèrent gravement le fonctionnement du CHS CT. Les membres du CHSCT demandent l'affectation à temps complet de tous les personnels nécessaires au bon fonctionnement de cette instance. Plus précisément, nous demandons un médecin de prévention à plein temps, un assistant de prévention à plein temps et le remplacement de la secrétaire animatrice.

6 Annotation du Registre Hygiène et Sécurité

Les collègues de Lorient Delessert nous ont interpellé par fiche concernant des problèmes récurrents de téléphonie qui nuisent à leurs conditions de travail et à l'image du service public.

La direction est sur le "pont" mais la solution technique n'est pas trouvée à ce jour.

7- 8 Questions diverses

Le CHSCT a effectué les visites des Trésoreries de Gourin et d'Hennebont. La direction a indiqué avoir réalisé la majorité des travaux préconisés.

Suite à un mail envoyé par Solidaires Finances, le chauffage doit être mis en route sur tous les sites cette semaine. Nous regrettons d'être obligé d'intervenir chaque année sur ce sujet lié aux conditions de travail.

Troadec : le permis de construire est délivré. Cependant la direction locale dit n'avoir aucun pouvoir décisionnaire sur le projet : "C'est le Secrétariat Général qui pilote et est informé de tout". **Comme d'habitude les agents seront les derniers informés.**

Déclaration Liminaire du CHSCT du 26 septembre 2017

Monsieur le Président,

Solidaires aux Finances trouve aujourd'hui une tribune pour dénoncer lors de ce CHS CT, la nouvelle Loi travail XXL.

En effet, la présidence Macron veut fusionner les CHS CT et les CT, donc de ce fait supprimer tout dialogue social sur les conditions de vie au travail et la santé au travail.

Certes actuellement, il n'en est question que dans le secteur privé mais Solidaires Finances n'est pas optimiste pour la pérennité du CHS CT dans la Fonction Publique.

Mais, la DDFIP du Morbihan était déjà très en avance sur la Loi Macron.

En effet, les restructurations sont imposées et non discutées.

La fermeture programmée des postes d>Allaire, Guer, Guémené et La Gacilly ainsi que la répartition de leurs missions sur les sites de Ploërmel et de Malestroit s'est faite en catimini pendant l'été.

C'est pourquoi, nous vous demandons de mettre une nouvelle fois en application les termes de la « Note d'orientations ministérielles santé, sécurité et conditions de travail 2017 ».

Cette note, qui s'impose à vous, fixe comme premier enjeu stratégique de « prendre en compte, les enjeux de la santé, dans tous les aspects du travail, en amont des décisions, en appui du ou des comités techniques de son périmètre afin, notamment, de proposer des mesures de prévention ».

C'est pourtant, omettre les 2 autres objectifs de l'enjeu stratégique énoncé. Je cite :

1/ toujours en amont des décisions, « chaque agent doit pouvoir s'exprimer et échanger sur le métier et le travail réel en vue de traductions concrètes en termes d'organisation et de processus ».

2/ toujours en amont des décisions, « chaque encadrant doit identifier les enjeux de santé au travail comme une mission à part entière et l'intégrer dans toutes les dimensions du travail ».

De plus, la relative pertinence des fiches d'impact est soulignée au paragraphe intitulé « le renforcement du dialogue social sur les conditions de travail constitue une priorité - Prise en compte de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans la conduite de projet ».

Nous vous demandons donc, Monsieur le Président, d'appliquer les termes de la note d'orientation et la méthode indiquée au titre de l'évaluation des impacts dans le cadre des réorganisations/restructurations.

C'est pourquoi à l'instar des autres départements de la Région Bretagne, Solidaires aux Finances vous demande de nommer un chargé de mission sur les conditions de travail dans le département du Morbihan.

| Les élu-e-s de Solidaires aux Finances au CHSCT – Morbihan | |
|---|--------------------------|
| Véronique Tribouillois – Tit | Annick Le Gal – Suppl |
| Nicolas Lhuillery – Tit | Laurence Pézière – Suppl |
| Françoise Mathieu – Tit | Nicolas Gauthier – Suppl |
| Expert-e-s au CHSCT : | |
| Yannick Le Sausse | Annie Rio |